

**HALTE
A LA
SALE
GUERRE!**

N° 489 — Jeudi 13 FEVRIER 1958

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 francs.

LA VERITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Édition et Librairie 6032-01 Paris

A U lendemain du bombardement de Sakiet - Sidi-Youssef, « L'Echo d'Alger » a écrit : « L'aviation française a riposté ; elle l'a fait en choisissant ses objectifs »...

Un choix révélateur : une école à l'heure de la classe, une place au moment du marché, des camions de la Croix-Rouge... Le choix de pareils objectifs n'est que la conséquence du choix d'une certaine politique par le gouvernement. Ou plus exactement, la conséquence de son choix de laisser faire une politique : celle des « ultras », celle des « jusqu'au-boutistes » de la guerre coloniale.

Il s'agit de continuer la guerre, quoi qu'il en coûte. La terreur et la répression ne parviennent pas à vaincre la volonté de lutte du peu-

« LA VERITE »
(Suite page 2)

LES TRAVAILLEURS PAIERONT ...

L E gouvernement français vient d'obtenir un prêt de 625 millions de dollars. Comme toujours, les déclarations officielles affirment que ce prêt n'est assorti d'aucune condition politique. Personne ne prend ces déclarations au sérieux. Tout le monde sait bien que les U.S.A., outre la vente forcée de certains stocks leur appartenant, ont obtenu du gouvernement français son accord pour l'installation de rampes de lancement en France ; qu'ils insistent pour que le gouvernement français trouve une issue à la guerre d'Algérie ; et que, de toutes façons, le fait que l'économie française continue à être tributaire de crédits américains donne au gouvernement américain d'importants moyens de pression sur le gouvernement français.

Il n'est pas sans importance que ce prêt soit financé en partie par l'intermédiaire de l'Union Européenne des Paiements, par l'Allemagne Occidentale. C'est une nouvelle consécration de sa place de première puissance continentale au sein de l'Alliance Atlantique. Cela

implique qu'elle bénéficiera de débouchés garantis en France et que son rôle s'affirmera dans les organismes de la Petite Europe ; à la C.E.G.A., au sein du marché commun, sans qu'il faille en conclure
R. DUCROS.
(Suite page 2)

Défendons « La Vérité »

L A hausse des tarifs d'imprimerie et du prix du papier est venue s'ajouter aux causes multiples qui compromettent l'équilibre précaire de nos finances.

Notre journal a été saisi 17 fois — plus qu'aucun autre périodique français, y compris les quotidiens — depuis le 1^{er} novembre 1954. Chaque numéro, sans aucune exception, est saisi en Algérie.

De nombreux procès ont déjà été jugés ou sont encore en cours contre nous. De lourdes amendes nous ont été infligées.

Les conséquences financières des saisies ne se font sentir le plus sévèrement qu'à longue échéance. C'est à l'heure actuelle qu'elles pèsent le plus lourd.

C'est à l'heure actuelle également que les diverses amendes déjà prononcées contre nous, les frais de nos procès, nous placent devant des échéances immédiates.

« LA VERITE » a mis dès le premier jour en lumière — seule de toute la presse française — la signification profonde de la révolution algérienne. La première, elle a mis en avant le mot d'ordre, repris aujourd'hui par de larges secteurs de l'opinion ouvrière, et seul capable d'ouvrir une issue démocratique au problème algérien : la Conférence de la Table Ronde.

Ses informations sur les luttes ouvrières, les mots d'ordre qu'elle met en avant, l'enquête qu'elle a ouverte sur les mots d'ordre et les moyens d'action susceptibles d'assurer la conquête d'un niveau de vie décent, enquête ouverte aux travailleurs de toute tendance, font de « LA VERITE » un instrument irremplaçable pour les militants révolutionnaires.

De nombreux lecteurs, même ne partageant pas la totalité de nos opinions, nous ont manifesté leur volonté de tout faire pour que « LA VERITE » puisse survivre aux coups que lui portent le gouvernement et la répression.

La hausse du prix du papier nous oblige à réduire sensiblement notre tirage.

Pour être sûr de la trouver, achetez toujours « LA VERITE » dans le même kiosque.

Mieux encore : ABONNEZ-VOUS !...

Pour que vive « LA VERITE », SOUSCRIVEZ !...

UNE BOMBE QUI FAIT LONG FEU

L'ATROCE bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef est venu rejeter dans l'ombre la tragi-comédie de la bombe du Palais-Bourbon.

Pourtant, tout semblait avoir été mis en œuvre pour une mise en scène parfaite de cette sombre affaire.

La bombe explosait soigneusement au temps et à l'heure où elle ne pouvait blesser personne.

La police se précipitait chez les fascistes de Biaggi, à qui une presse complaisante, accordant une large place aux protestations de ce dernier, faisait une publicité aussi gratuite que généreuse.

« France-Soir » annonçait en même temps — et il semble que cette « information » ne provienne pas de l'A.F.P., mais trouve son origine au sein même de l'organe de M. Lazareff, ce qui a motivé une lettre de P. Lambert que nous reproduisons par ailleurs — la fausse nouvelle d'une perquisition au siège du P.C.I. (trotskyiste).

Ce qui permettait à « L'Humanité » du lendemain, levant haut et ferme le drapeau de la défense de la République menacée, de reprendre le bon vieux amalgame « trotskystes-fascistes ».

Cependant que de nombreux journaux, se faisant l'écho de la grande peur éprouvée par nos héros parlementaires, rappelaient qu'aux termes de la loi, la peine de mort pouvait s'appliquer aux auteurs de l'attentat.

Les trotskystes — est-il besoin

de le dire ?... — n'ont rien à voir dans cette affaire.

Leur position est connue.

Contre le Parlement bourgeois, représentatif des intérêts des exploités — le Parlement élu le 2 janvier 1956 pour faire la paix et qui fait la guerre ! — le Parlement des pouvoirs spéciaux, de la vie chère, des atteintes multiples aux libertés démocratiques conquises à grand'peine par le peuple, ils préconisent l'action des masses.

Non des délégations suppliant ces Messieurs les députés de bien vouloir prendre en considération la volonté de l'immense majorité qu'ils sont censés représenter, mais des manifestations de masse, de dizaines et de dizaines de milliers de travailleurs, aptes à les contraindre à exécuter la volonté du peuple, accorder un niveau de vie décent, faire sans délai la paix en Algérie.

La volonté des masses travailleuses et exploitées ne peut trouver sa libre expression dans le cadre du parlementarisme bourgeois, mais seulement dans celui des Conseils Ouvriers, élus par les travailleurs, ouvriers, paysans, fonctionnaires, et contrôlés constamment par eux. De ce type démocratie socialiste des Conseils, la révolution hongroise a fourni un exemple récent et admirable, qui s'est inscrit dans la conscience des travailleurs de tous les pays.

Seule, l'action révolutionnaire des masses opprimées, par la grève générale, par les manifestations de

masse, peut abattre le parlementarisme bourgeois et édifier la démocratie socialiste des Conseils.

Les marxistes révolutionnaires n'ont et ne peuvent avoir rien de commun avec les bombes opportunistement déposées par des excités ou des provocateurs.

R. MONGE.

Voir en page 2 la lettre de P. LAMBERT à « France-Soir ».

Un Front Unique

BOTHEREAU, FRACHON, LEBRUN

L'APPEL pour un mouvement syndical uni et démocratique a enregistré l'adhésion de la Fédération Nationale des Syndicats Autonomes des P.T.T. et l'hostilité de celui-ci à prise en 1931 et, d'autre part, l'initiative des militants qui ont lancé le mouvement syndical uni et démocratique.

L'article de Mourguès est plus sérieux (une fois n'est pas coutume). Le secrétaire général de la Fédération Syndicale F.O. des P.T.T. s'efforce d'opposer une autre perspective d'unification syndicale à la perspective ouverte par l'appel Pastre - Forestier - Lapeyre. Mais Mourguès, comme Bothereau, part

du même postulat que le fait, au moins actuellement, Frachon : la réunification doit s'opérer dans leur « boutique ». Malheureusement pour les uns et les autres, les travailleurs sont si peu convaincus que, dans leur immense majorité, ils n'adhèrent ni à F.O. (400.000 adhérents), ni à la C.G.T. (à peine

1 million), ce qui doit correspondre à un maximum de 10 % de travailleurs syndiqués, tous syndicats réunis. Si, dans ce domaine, on compare la situation qui existe dans l'Enseignement, où la Fédération de l'Education Nationale a su

(Suite page 3)

LES TRAVAILLEURS PAIERONT...

Halte à la guerre !

(Suite de la page 1)

ple algérien ; le « barrage » de M. Morice, s'il est sans doute d'un bon rapport financier, est militairement inefficace. Il faut donc porter la terreur au-delà des frontières algériennes.

Certes, cette politique est pour une bonne part du simple délire. La reconquête du Maghreb est à la fois impensable et irréalisable. Ni les maigres forces dont dispose l'impérialisme français, ni la volonté d'indépendance des masses, ni la situation internationale ne permettent d'y songer sérieusement. Aussi, la politique de poursuite de la « guerre d'Algérie » n'est qu'une fuite en avant, sans perspectives. Chacun de ses actes entraîne des conséquences qui se retournent contre ses auteurs. Chacun des « coups d'éclat » de fonctionnaires ou de généraux ignorant le pouvoir central (rapt de Ben Bella, « droit de suite », arrondissement du « Slovenija », bombardement de Sakiet) approfondit encore la crise provoquée par la guerre d'Algérie, mais, en même temps, plaçant le gouvernement devant le fait accompli, elle lui impose la complicité. Ainsi, la politique des colonialistes, dans une certaine mesure, se nourrit de ses échecs. Si, à la longue, elle mine ses bases, dans l'immédiat, au contraire, elle se renforce, elle est la politique française.

Les conséquences en sont claires. Chaban-Delmas, ministre de la Défense Nationale, admettait, il y a quelques jours, que, devant les besoins d'effectifs croissants en Algérie, le plan de libération des contingents était suspendu. Les jeunes appelés fe-

ront donc 27 ou même 30 mois de service militaire !

Il n'y a pas d'issue à la guerre d'Algérie autre que la négociation sur la base de la reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même. Imposer cette négociation, mettre fin à un conflit chaque jour plus sanglant, nul courant de la bourgeoisie n'en est capable. Ce n'est qu'à travers une action résolue des masses populaires du pays, et tout d'abord des travailleurs et de la jeunesse, que la coalition des intérêts colonialistes pourrait être brisée et la paix obtenue.

Les organisations traditionnelles n'offrent aucun moyen pour mener cette lutte. Les mouvements de jeunesse, influencés par le Parti Communiste, ont préféré mener une campagne dérisoire et chauvine autour de Spideil plutôt que d'essayer de rassembler les jeunes contre la durée du service militaire, contre l'emploi du contingent en Afrique du Nord. Comme pour la défense des revendications, la lutte contre la guerre d'Algérie exige que les travailleurs prennent en mains leur propre sort, qu'ils construisent des organisations dont ils aient le contrôle.

Le bombardement de Sakiet a entraîné une condamnation de la France par l'opinion publique mondiale. Il a aussi tragiquement rappelé à tous les travailleurs français le caractère de la guerre qu'elle poursuit depuis 4 ans.

Il ne faut plus laisser les colonialistes accomplir d'autres hauts-faits de ce genre. Il faut mettre les criminels et leurs maîtres hors d'état de nuire !

tant les « faits » dans le style romanesque, accumulait inventions sur fausses informations. A cette époque, nous n'avons pas jugé utile de relever le caractère singulier de l'article consacré à cette arrestation, estimant que notre mouvement n'avait pas à s'abaisser en participant, ne fut-ce que par une rectification, à de telles pratiques du journalisme commercial. Mais la récidive dans ce domaine ne peut pas ne pas être dénoncée. Elle indique, de la part du rédacteur de l'article (dans le numéro de « France-Soir » du 7-2-58) et de ceux qui en prennent la responsabilité, une volonté non équivoque : guider les pas de la police vers notre organisation et ses militants en vue de tenter de monter une provocation contre le P.C.I. (trotskyste). Les positions révolutionnaires du P.C.I. (trotskyste) concernant le Parlement bourgeois sont suffisamment connues et publiquement exprimées pour que nous soyons en droit de protester contre des manœuvres indignes dont votre journal s'est fait le canal.

Dans ces conditions, je vous demande de publier cette lettre et de procéder à une rectification indispensable au rétablissement de la vérité.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, etc...

(Suite de la page 1)

pour autant que le marché commun, avec la liberté des échanges telle que la voudraient les capitalistes allemands, soit en voie de réalisation.

La seule condition, si on en croit les déclarations du Gouvernement français, serait que, dans un délai d'un ou deux ans, la France réalise l'équilibre de ses échanges. En fait, chacun sait bien qu'il n'en sera rien. Mais si le Gouvernement insiste tellement sur cette condition, c'est qu'elle lui permet de « justifier » sa politique de restriction de la consommation des masses.

L'AUSTERITE

Même les indices officiels, tout truqués qu'ils soient, attestent, dans une certaine mesure, l'aggravation de la hausse des prix. Il est prévu qu'à la fin février, le Gouvernement devra relever le salaire minimum garanti d'environ 4 %. Cela ne correspond en rien à la réalité. Seules les ménagères qui, chaque jour, font leur marché, pourraient tenir à jour un indice exact de la hausse des prix, telle qu'elle s'exerce effectivement pour les travailleurs. Car cette hausse des prix n'est pas la même pour tous. Ce sont les prix des denrées alimentaires, qui constituent l'essentiel des dépenses d'un budget ouvrier, qui augmentent le plus.

Les récentes décisions prises par le Conseil National du Crédit vont accentuer les restrictions à la consommation imposées aux travailleurs. Ce Conseil a limité les crédits consentis par les banques au niveau atteint au cours du dernier trimestre 1957. Il faut considérer que des mesures de restrictions de crédits avaient déjà été prises au cours de l'année 1957 : relèvement du taux d'escompte à la Banque de France, réduction du plafond des récomptes. D'autre part, un même volume de crédits, étant donné la hausse des prix, couvre un bien plus petit volume d'échanges. Enfin, ces crédits seront sélectifs : les entreprises travaillant pour l'exportation pourront obtenir un accroissement des crédits qui leur étaient consentis, ce qui signifie que ceux consentis pour les échanges intérieurs, l'importation, devront être réduits.

Les conséquences de ces restrictions de crédits sur le niveau de vie des travailleurs seront importantes. En ralentissant l'activité économique, elles peuvent aboutir à un commencement de crise et au chômage. Mais, même sans cela, la classe ouvrière en subira les conséquences. Il sera plus difficile de se procurer à crédit les vêtements, les appareils ménagers qui d'ordinaire sont payés ainsi par les ouvriers. Cependant, c'est dans le domaine du logement que les conséquences des restrictions de crédits sont les plus spectaculaires. Déjà, au moment de la hausse du taux d'escompte de la Banque de France, les travailleurs qui avaient pu se loger, en ayant recours aux prêts à la construction, avaient dû subir une augmentation de 2 à 3 fois des mensualités amortissant leur dette. Cette année, le ralentissement de la construction sera dramatique. Le plan Courant, notablement insuffisant, prévoyait la construction de 300.000 logements. En 1958, le Crédit Foncier ne prêtera que des sommes équivalentes à la construction de 100 à 110.000 logements !

QUAND LA DEBILITE ENTRAINE A UNE POLITIQUE DE FORCE

Quant à la guerre d'Algérie, elle continue, plus meurtrière, plus coûteuse que jamais. Le bombardement par l'aviation française d'un village tunisien est une affirmation sans équivoque, de la part des partisans de la guerre à outrance, de leur volonté de poursuivre la guerre, de l'aggraver et même éventuellement de l'élargir.

Il n'est pas exclu que ce bombardement ait été décidé par-dessus le Gouvernement, au moment précisément où les ultra-colonialistes peuvent craindre que le prêt ne soit assorti d'une condition de négociation.

Le Gouvernement Gaillard a couvert ce raid meurtrier et provoca-

teur. Il cède et cédera encore aux ultras d'Alger, comme l'ont fait avant lui les autres gouvernements. Il lui est impossible d'imposer sa volonté aux colons.

Ce n'est pas une question d'homme ou de caractère. Aucun gouvernement bourgeois ne peut envisager une lutte implacable avec les gros colons algériens et l'aile de la bourgeoisie métropolitaine qui leur est directement liée. Le fragile équilibre gouvernemental n'y résisterait pas. Aussi, bien que persuadé qu'à échéance cette politique conduit à la catastrophe, le Gouvernement emboîte le pas aux gros colons.

Les 625 millions de dollars permettront de poursuivre la guerre d'Algérie quelques mois encore. Après, on verra !

Oui, mais les Américains ?... Les Américains sont las de la guerre d'Algérie qui mine leurs plans en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Mais peuvent-ils envisager l'effondrement, par suite d'une lutte interne inexpiable, de la bourgeoisie française ? Vraisemblablement, tout comme le Gouvernement français, ils accepteront la poursuite de la guerre.

LES BEQUILLES DU REGIME

Vivant d'aumônes, incapable de résister aux entreprises de son aile la plus réactionnaire, qui pourtant l'entraîne dans des aventures sans issue depuis des années, la bourgeoisie française, vaillante, parvient à se survivre en faisant supporter le poids de ses défaïtes aux travailleurs. Quel paradoxe, si l'on considère la puissance de la classe ouvrière française !... Des démonstrations comme celle d'août 1953, des manifestations vigoureuses comme celles de septembre 55 et, plus récemment, comme celles qui eurent lieu ces derniers mois à Nantes, à Saint-Nazaire, à Paris, attestent de cette force. Les objectifs et les moyens de lutte à utiliser, la grande majorité des travailleurs les connaît : sur des revendications communes et valables pour tous les ouvriers, il faudrait une action générale, manifester tous ensemble directement devant les sièges du pouvoir : Palais-Bourbon, Ministères, Préfectures ; il faudrait s'organiser en Comités qui se fédéreraient de la base au sommet. Alors, on pourrait non seulement imposer que soient satisfaites les revendications immédiates

— les salaires, la paix en Algérie — mais aller beaucoup plus loin, substituer au pouvoir bourgeois le pouvoir des travailleurs. Seulement voilà !... Comment préparer une action d'une si grande envergure ? Comment s'y engager ?...

La classe ouvrière est, depuis des années, paralysée par la politique des dirigeants socialistes et de ceux du P.C.F. Le procès de cette politique n'est plus à faire. Il suffit de rappeler qu'au moment décisif de la guerre d'Algérie, alors que l'ensemble des travailleurs français était prêt à se dresser contre la guerre, alors que les rappelés stoppaient les trains, Guy Mollet dirigeait le gouvernement et le P.C.F. votait les pouvoirs de guerre, les pouvoirs spéciaux.

Actuellement, c'est sur le plan revendicatif que s'exercent leurs efforts pour paralyser l'action de la classe ouvrière. De toutes leurs forces, ils tentent de détourner les travailleurs d'une lutte d'ensemble, et d'user la combativité ouvrière dans des actions catégoristes, sans avenir, qui laissent toute latitude au gouvernement pour appliquer sa politique d'austérité.

Le 20 décembre dernier, mêlés aux fonctionnaires, les travailleurs des Services publics manifestaient place de l'Hôtel-de-Ville. Ils étaient les plus ardents à crier : « Au Palais-Bourbon, au Palais-Bourbon ! ». Les dirigeants syndicaux ont senti le danger. Et nous avons sous les yeux un tract signé par les dirigeants C.G.T., F.O. et Autonomes qui, tous ensemble, convoquent les conducteurs de balayuses de la Ville de Paris à une assemblée générale, pour organiser « l'action » en vue d'obtenir qu'au lieu d'une échelle de salaires allant de 180 à 240 points, une nouvelle échelle soit instituée, allant de 220 à 270 points.

C'est là un exemple : il pourrait être multiplié. Il illustre comment et grâce à quels appuis peut se survivre la bourgeoisie française.

Cette situation se perpétuera tout autant que la classe ouvrière ne se sera pas ouverte une voie lui permettant de surmonter la paralysie que lui imposent les appareils des bureaucrates qui dirigent les syndicats et les « grands » partis « ouvriers ».

L'essentiel d'une politique authentiquement ouvrière consiste à saisir toutes les possibilités qui peuvent surgir dans ce sens.

Les étudiants devant la dissolution de l'U. G. E. M. A.

Le 28 janvier, un communiqué du Ministère annonce la dissolution de l'U.G.E.M.A. à Paris et en province, sans l'autorisation des autorités universitaires, des perquisitions et des arrestations ont lieu, par exemple à la Cité d'Antony et au local des Etudiants Marocains.

Fondée en juillet 1955, l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie) était l'organisation syndicale des étudiants algériens. Ses prises de position politiques en faveur de l'indépendance de l'Algérie ont entraîné l'arrestation de plusieurs de ses membres responsables, dont Khémisti, secrétaire général de l'U.G.E.M.A.

L'ACTION DES ETUDIANTS FRANÇAIS

Le 29 janvier, dans un communiqué de presse, l'U.N.E.F. dénonce dans la dissolution de l'U.G.E.M.A. une mesure destinée à rompre le lien qui unit les étudiants algériens aux étudiants métropolitains et un précédent à la dégradation des droits syndicaux des étudiants métropolitains et d'Outre-Mer.

À Antony, lieu des perquisitions, la riposte des étudiants est vive. « Aux cris de : « Pas de files à Antony », les étudiants ont occupé pendant une heure les rues d'Antony.

À l'appel de nombreuses organisations syndicales et politiques, 1.500 étudiants parisiens ont manifesté au Quartier Latin, mardi 4

février, scandant : « Liberté syndicale », « Libérez Khémisti ». Derrière une grande banderole : « Contre la dissolution de l'U.G.E.M.A. », les manifestants sont descendus place Saint-Michel, place Saint-André des Arts et ont remonté les quais jusqu'à l'Ecole des Beaux-Arts, malgré une grande concentration de files et quelques contre-manifestants fascistes.

Mardi soir, les étudiants coloniaux organisent un meeting regroupant 1.000 étudiants.

Vendredi 7, meeting des organisations syndicales universitaires aux Sociétés Savantes. L'intervention de Ruffi, du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire, fut très applaudie.

Face à la montée du fascisme au Quartier Latin — le 6 février, devant le restaurant universitaire « Le Mabilion », 50 fascistes attaquent, à coups de chaises, de vélos, des camarades distribuant des tracts — les étudiants s'organisent et sont bien décidés à descendre dans la rue pour manifester contre la guerre d'Algérie.

Correspondant étudiant.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris XV

LETRE DE P. LAMBERT A « FRANCE-SOIR »

P. Lambert, directeur de « LA VERITE », a adressé au directeur de « France-Soir » la lettre suivante :

Le 7 février 1958.

Je lis dans le numéro de « France-Soir » daté du 7 février 1958 une information selon laquelle la police aurait dirigé ses recherches sur le P.C.I. (trotskyste) au sujet de l'explosion d'une bombe à l'Assemblée Nationale.

Je ne connais pas la source de vos renseignements, mais le siège du P.C.I. (trotskyste) n'a pas été perquisitionné par la police et, à ma connaissance, aucun des militants de notre organisation n'a été interrogé au sujet d'une affaire qui ne saurait les concerner.

La « nouvelle » lancée par votre seul journal le 7 a déclenché le lendemain, dans toute une série de journaux, la réimpression de cette information hautement fantaisiste, qui aurait exigé de la part de vos services au moins une vérification.

Je vous signale en outre que ce n'est pas la première fois que le journal dont vous assurez la direction procède ainsi avec notre parti et ses militants. Lors de l'arrestation, le 1^{er} novembre 1957, de nos camarades Daniel Renard et Claude Monnier, « Dimanche-Soir », rela-

Où en est l'Amérique Latine!

EN Amérique Latine, la montée d'après guerre des mouvements nationaux et ouvriers a fait place, ces dernières années, à un recul d'ensemble. L'offensive impérialiste contre les peuples d'Argentine, du Guatemala, de la Guyane Anglaise, du Honduras, de la Colombie, l'application implacable du plan Klein-Saks contre les travailleurs chiliens, la remise des bases militaires brésiliennes aux Américains du Nord et prin-

cipalement le recul de la Révolution bolivienne, montrent que, dans les 3 dernières années, la réaction impérialiste et bourgeoise a obtenu une série de victoires. Il faut toutefois signaler que, durant 1957, s'est produite une réanimation générale du mouvement ouvrier (lutes d'avril au Chili, 2 grandes grèves générales en Argentine, importantes grèves au Pérou et au Brésil, San Pablo, lutes des mineurs boliviens).

Ce reflux s'accompagne d'une désorganisation et d'une atomisation du mouvement ouvrier, de la crise totale des vieilles directions syndicales et de l'absence d'une direction reconnue par toute la classe ouvrière. Malgré cela, les travailleurs ne se sentent pas écrasés, mais, au contraire, sont animés d'un esprit de revanche et veulent s'ouvrir un chemin vers une contre-offensive, considérée comme inévitable. De la part de l'avant-garde, un grand apprentissage, le désir de tirer le maximum d'enseignements des défaites pour pouvoir affronter la réaction.

Dans la période présente se posent des tâches défensives : reorganisation du mouvement syndical, défense du niveau de vie et des salaires, lutte contre le chômage.

LES EXPERIENCES DE LA CLASSE OUVRIERE

Dans les 15 dernières années, le prolétariat a fait deux grands pas en avant : le large développement des organisations syndicales et leur intervention massive dans le problème national pour la défense des restes de souveraineté menacés par l'offensive de colonisation yankee. En même temps, la classe ouvrière a fait de grandes expériences avec les courants bourgeois et petit-bourgeois : la chute pratiquement sans combat des gouvernements Arbenz et Peron, les capitulations du M.N.R. et d'Ibanez. Les grandes conquêtes des masses boliviennes, comme les capitulations des courants « nationalistes », laissent un grand enseignement aux masses : tout peut être conquis par l'action et la mobilisation indépendante de la classe ouvrière ; tout peut être perdu par la confiance dans les directions politiques bourgeoises et petites-bourgeoises.

Chaque fois que la classe ouvrière dépasse politiquement ses directions, elle le fait à partir de ses organisations syndicales qui sortent ainsi de leurs limites économiques pour affronter la réalisation d'une politique révolutionnaire de classe (la mobilisation du prolétariat argentin, le 16 juin 1956, les grandes grèves générales de 1955 et les lutes d'avril 1957 du prolétariat chilien, la grève d'Arequipe (Pérou) de 1952 et spécialement la grande révolution bolivienne). Les secteurs les plus combattifs voient que les actions indépendantes sporadiques de la classe ouvrière ont été les uniques armes qui leur ont permis d'obtenir de vraies conquêtes. Les travailleurs latino-américains ont assimilé les expériences de leurs frères boliviens : les armes à la main et l'occupation des terres. Les phrases comme : « Nous devons faire comme les boliviens » sont très courantes. C'est pour cela que les travailleurs argentins, en juin 1955, et les Chiliens en avril 1957, ont exproprié les armureries du centre de Buenos-Aires et de Santiago.

D'autre part, il faut signaler que la classe ouvrière, quoiqu'elle n'ait pas milité dans le P.S. ou le P.C., a fait d'importantes expériences avec eux, celle de leur politique collaborationniste et de leurs interventions directes contre les masses (en Argentine, le P.C. et le P.S. s'allièrent à l'Eglise dans le coup d'Etat contre les masses péronistes, et participèrent à l'occupation militaire des syndicats ; en Bolivie, le P.C. a contribué à la répression des mineurs ; au Chili et au Brésil, le P.C. a trahi les dernières grandes grèves générales).

L'apolitisme actuel des masses n'est, dans le fond, rien de plus que le rejet (progressif) des partis traditionnels et de la recherche d'une politique vraiment ouvrière. Cela ne pourra se concrétiser que dans la perspective d'une montée ouvrière et non dans l'expérience à froid des secteurs les plus clairvoyants. Pendant les dernières années, dans le mouvement syndical, se

sont développées des tendances et des militants syndicaux qui ont ébauché une politique syndicale de classe, à l'encontre des appareils bureaucratiques et de collaboration de classes. Ce phénomène s'est accompagné d'un autre qui est parallèle : la montée d'une nouvelle direction du prolétariat. Enfin, le problème le plus important, c'est que, dans l'avant-garde, se développent en permanence des tendances révolutionnaires (inconscientes). Mais encore, sur le plan syndical, la grande tâche est d'élever la classe et les nouvelles couches du prolétariat à une activité politique indépendante.

Des grandes lutes se développent dans les prochaines années

en Amérique Latine. La bourgeoisie nationale est dans une situation différente de celle de l'après-guerre. Elle ne peut pas faire aujourd'hui une politique de « concessions » pour canaliser les masses. L'offensive impérialiste trouve devant elle une nouvelle avant-garde et une classe ouvrière avec de fortes organisations syndicales et avec d'importantes expériences derrière elle. La nouvelle direction révolutionnaire du mouvement ouvrier latino-américain surgira de front avec les partis trotskystes et se fondera avec eux. L'avenir est à ces nouvelles couches et directions ouvrières. C'est pourquoi il est au trotskysme.

SLATO.

Franco aussi a sa sale guerre coloniale

DANS l'enclave espagnole du Maroc, à Ifni, les combats font rage entre insurgés et troupes espagnoles. Le soulèvement des populations soumises au colonialisme espagnol menace la stabilité du régime du Caudillo. A ce sujet, nous reproduisons ici quelques extraits d'une déclaration du Comité Exécutif du P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), parue dans le journal de ce parti : « La Batalla » :

« Durant les deux dernières années, le gouvernement franquiste a mis tout en œuvre pour empêcher le développement du mouvement de libération et d'unification du Maroc : maintien de forts contingents de troupes dans l'antique « protectorat » espagnol, incorporation au territoire espagnol de Ceuta et de Melina, violation de la promesse d'évacuer Ifni et la zone de Tekna (nord du Rio de Oro), transformation de ces territoires en provinces espagnoles, répression contre les paysans, arrestation de leurs dirigeants, déportés aux Iles Canaries... Cette politique a culminé le 17

novembre 1957 par la répression sanglante de la manifestation de Sidi Ifni (10 morts et de nombreux blessés) et par le bombardement par l'aviation franquiste de Tillin. C'est alors qu'éclata, le 21 novembre, l'insurrection générale des populations... »

Les paysans d'Ifni et de Tekna combattent pour la liberté et pour l'indépendance de leur pays.

La classe ouvrière espagnole se battra pour : le retrait du corps expéditionnaire, l'évacuation de toutes les troupes espagnoles du Maroc, la reconnaissance totale de l'indépendance marocaine, la paix avec le peuple marocain ».

L'unité, cette intruse

(Suite de la page 4)

que les revendications des travailleurs sont jugées inacceptables par « ces apprentis sorciers, ont vu que ces perspectives ne peuvent satisfaire la base ! La base veut, la parole ! »

On comprend que l'accueil fait à « l'Appel » par le syndicalisme « libre » d'obédience social-démocrate ne soit pas plus gracieux !

Robert Bothereau, sous le titre « Vingt-Deux » (sonnant non sans intention curieusement aux oreilles) interrompait momentanément, dans « Force Ouvrière » du 23 janvier, le discret monologue qu'il entretenait sur le malheur des temps et « l'inconscience » capitaliste. Il interrompait l'exposé des impuissances de la position de ses amis pour régler le sort « de ses conjurés » en les assimilant abusivement aux conjurés du Comité des Vingt-Deux de 1931. Tout comme l'anonyme de « L'Humain », il choisit, en citant les noms, d'amalgamer Chambelland, Dumoulin et Rambaud, tout en s'étendant particulièrement sur Dumoulin dont on connaît l'évolution ulférienne collaborationniste en 1940-1944...

Quant au fond, le thème de « l'inefficacité » reste également le thème favori du réformiste et des stalinien : « Curieux hommes, pour la plupart, les activistes de ce Comité ! Ils ne révalent rien tant que de rassemblements immenses, mais ne vivaient bien que parmi plaies, bosses et coteries, incapables personnellement de s'intégrer dans aucune discipline et de se fixer une tâche... »

Bien sûr, Bothereau ne pourra se plaindre des plaies ou bosses régées de la part du patronat et des gouvernements, qui sont tous impatientés d'orienter « l'efficacité » reconnue de la centrale qui dirige vers quelques nouveaux enlèvements de « bonne compagnie » en quelque nouvelle « table ronde » ou « plan social » !

Bothereau rappelle les conseils qu'il distribuait déjà en 1931, à l'intention du « Comité des 22 », assimilant au passage l'aspiration des masses à l'unité par la démocratie à une mystique : « Je persiste à croire que leur action, bien qu'ayant pour tremplin un séduisant mystique, sera forcément négative si elle est désorganisée... Les confédérés, qui savent à quoi s'en tenir sur ce sujet, n'auront jamais la folie de sacrifier délibérément une organisation solide pour donner leur adhésion à un hypothétique groupement... »

Bothereau a oublié que la pression des masses l'a conduit à beaucoup plus de « réalisme » en 1935-1936, et qu'un silence prolongé, entre 1944 et 1947, l'a longuement associé à l'entretien d'un « mythe » appuyé sur l'exemple de ses maîtres à penser des gouvernements de Washington et de Paris.

Mais, en fait, ce qui provoque la colère de tous ces dirigeants, c'est que les « principes intangibles » des nouveaux conjurés sont le reflet, assez plein de force, d'une intruse jamais admise à la direction des « grandes organisations », la volonté de combat unitaire de tous les travailleurs.

U. R. S. S.

Un modèle de gestion bureaucratique

Le renforcement de l'organisation des M.T.S., poursuivi pendant ces dernières années sous le contrôle personnel de Khroutchev, devait non seulement améliorer leur fonctionnement, mais leur permettre d'assurer aussi la gestion effective des kolkhozes desservis par elles.

Les résultats de cette politique, on pourra les juger d'après l'exemple suivant, en parmi beaucoup d'autres que rapporte la presse russe. C'est à cette situation que Khroutchev prétend maintenant faire face par une politique apparemment opposée : liquider les M.T.S., les Stations de Machines et de Tracteurs, qui appartiennent à l'Etat, en vendant leurs machines aux kolkhozes. Le malheur est que les kolkhozes ne souffrent pas moins que les M.T.S. de la maladie bureaucratique...

Un rédacteur de la « Pravda » du 17 janvier 1958 nous décrit dans les termes suivants un modèle de station, celle de Rjevsk, qui n'est pas précisément une station modèle :

« Dès que vous pénétrez dans l'enceinte de la M.T.S., un tableau affligeant se présente à vos yeux. Sur un grand emplacement entouré d'une solide barrière de planches, on aperçoit toutes sortes de machines éparpillées dans un désordre invraisemblable.

De et, de là, traînent des semences, des herbes, des pièces détachées. On aperçoit, à ciel ouvert, sous la neige, des tours, 3 tracteurs S.T. 3, N.A.T.I., 2 moissonneuses-batteuses et beaucoup d'autres machines. Abandonnés sans soins, elles s'abîment, se rouillent, partent en pièces détachées.

Ceci porte un préjudice colossal à l'économie nationale.

Mais peut-être la M.T.S. de Rjevsk a-t-elle rencontré des difficultés particulières, qui ne lui ont pas permis d'assurer une conservation correcte des machines ? Auctionnement. Elle se trouve même dans des conditions privilégiées par rapport aux autres stations de la région. Elle possède un hangar pour les remorques et un garage pour les tracteurs. Mais ces emplacements sont mal utilisés. Le directeur de la M.T.S., le camarade Ilme et l'ingénieur principal, le camarade Orlov, tentent de trouver des

excuses. Mais ils sont eux-mêmes obligés de reconnaître que personne ne s'occupe sérieusement de l'entretien des machines...

Malheureusement, ces négligences s'observent non seulement à Rjevsk, mais aussi dans beaucoup d'autres M.T.S. de la région de Kalinine. Et le journaliste, visitant d'autres M.T.S. de la région, constate : « Beaucoup de M.T.S. n'ont aucun hangar pour protéger les machines... Dans presque chaque station, des dizaines de machines agricoles, des machines-outils restent inutilisées pendant des années... »

Mais il n'y a pas que la carence des M.T.S. De par la faute du ministère de l'Agriculture, « une énorme quantité de machines nouvelles est envoyée dans les M.T.S. sans qu'il soit tenu compte de leurs vrais besoins et de leurs possibilités d'utilisation. A cela, il faut ajouter que certaines machines furent mises en fabrication avec des vices de conception. Livrées aux kolkhozes ou aux M.T.S., elles s'avèrent imprévisibles... »

« Que faire ?... » s'inquiète le suppléant du responsable de la direction régionale, le camarade Shougenko : « On a puni des gens, mais cela n'avance à rien ! »

« Dans les M.T.S., les conditions pour un bon entretien n'existent pas, il n'y a pas d'argent pour construire des hangars, rien pour graisser les machines... »

E. B.

Un Front Unique...

(Suite de la page 1)

conservent son unité et où 90 % des enseignants sont syndiqués à la F.E.N., on voit quelles possibilités peut ouvrir la réunification dans une centrale unie et démocratique.

En réalité, l'opposition des Bureaux Confédéraux à un sens précis : aujourd'hui encore, dans la conjoncture internationale, les « appareils » des centrales ont tout intérêt, pour développer leur politique, à la scission syndicale. Il y a, de fait, une véritable division du travail : le Bureau confédéral C.G.T. propose l'unité d'action au Bureau confédéral Force Ouvrière qui refuse. Celle-ci se réalise néanmoins à un échelon plus limité, fédérations, syndicats ou entreprises, proportionnée très exactement au caractère que les appareils arrivent encore à imprimer aux actions, des revendications limitées.

S'il est évident que la réunification syndicale ne peut régler tout, elle permettrait néanmoins de poser les véritables problèmes, à condition, bien entendu, que la démocratie ouvrière, le droit de tendances et la libre expression de ces tendances soient respectées. Les « appareils », en fait, ne sont pas tellement hostiles à la réunification, mais il faut pour cela que la situation internationale s'y prête, à savoir que l'accord des mainteneurs tacite entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme se matérialise dans un nouveau pacte ou tout autre instrument diplomatique de même nature que le pacte Laval-Staline de 1935 ou les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Postdam.

Pour Frachon, Bothereau et Le-

brun, la réunification ne se conçoit que par l'addition des « appareils » quand les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie du Kremlin se conjuguent, comme en 1935, comme en 1943.

Ainsi, le Front unique réalisé par Frachon - Bothereau contre le mouvement syndical uni et démocratique prend toute sa signification. Une réunification sur des bases assurant une démocratie syndicale réelle permettrait de débattre publiquement de tous ces problèmes et de beaucoup d'autres. Elle pourrait permettre aux travailleurs de s'émanciper de la tutelle d'appareils dont les intérêts ne sont pas identifiables aux intérêts ouvriers, de soumettre au contrôle de la base les bureaucrates inamovibles en obligeant ceux-ci à rendre des comptes en permanence.

Il est bien évident que les « appareils » ne veulent pas courir le risque de voir se créer une telle situation qui, en fait, représenterait la négation même de leur fonction d'« appareil ». C'est là, et nulle part ailleurs, que réside l'hostilité des « bosses » à l'appel pour le mouvement syndical uni et démocratique. L'initiative de Pastre - Forestier - Lapeyre aura eu également un autre effet non négligeable : celui de briser net le mythe du « minoritaire » Lebrun, que s'efforçaient et s'efforcent encore d'entretenir, plus difficilement, « France-Observateur » et « L'Express », ce qui, tout compte fait, est un bien, car, contrairement à Lebrun à se démasquer pour ce qu'il est : un agent volontairement camouflé de l'appareil stalinien, cela permet de clarifier les problèmes.

P. L.

Que pense - t - on chez RENAULT ?...

COMMENT améliorer le pouvoir d'achat ?... Qu'en pensent les travailleurs ?... Voilà deux questions sur lesquelles roulent la plupart des conversations de l'usine. « LA VERITE » tente de les approfondir en ouvrant une enquête. Cette dernière aura au moins le mérite de faire connaître à nous, ses lecteurs, les problèmes qui se posent dans les autres corporations. Certains trouveront sûrement que les réflexions parfois désabusées qui vont suivre ne sont pas dans la tradition

révolutionnaire de l'usine qui est « l'avant-garde ouvrière ».

Les grèves successives (plus de 2 douzaines en 11 ans !) ont fait que, maintenant, la « plus grande usine de France » est méfiante.

Elle sait qu'il faudra se battre, mais comment ?... Elle sait qu'il faudra faire grève tous ensemble, mais avec quelle direction ?... Elle vote C.G.T. à plus de 70 %, mais à peine 2.000 ouvriers (sur 37.000) sont syndiqués.

La direction de la S.N.C.F. doit payer

LES cantines S.N.C.F. n'ont pas échappé à l'augmentation : 20 francs de plus par repas (10 francs depuis janvier, 10 francs depuis février), sans compter les augmentations de 10 ou 15 francs en novembre et décembre. Et cela n'est — paraît-il — pas fini, puisque le vin a été taxé de 8 fr. de plus au litre.

Les syndicats ne se sont même pas donné la peine de protester ni d'agir pour que ce soit la S.N.C.F. qui supporte ces augmentations (peut-être pour la forme à une réunion du Comité de gérance, mais cela a été tellement discret que personne n'en a rien su).

Dans cet e-histoire, ce sont toujours les mêmes poires qui payent... En effet, beaucoup de cheminots sont obligés de prendre leurs deux repas à la cantine et si, pour une collectivité, le prix de revient a augmenté de 20 francs par personne, il faut supposer que chez soi, cela fait autant, sinon plus.

Comptons :
20 x 2 x 30 = 1.200 francs
plus le pain :
5 x 2 x 30 = 300 francs

1.500 francs
encore un petit déjeuner et la casse-croûte. Ajoutez le chauffage, l'habillement, etc...

Où sont nos 4.55 % ?... Il n'en reste plus rien. Et nos salaires étaient déjà en retard par rapport à la hausse de la vie.

Qui autorise l'augmentation des prix des marchandises ? Le gouvernement. Alors, que ce soit lui qui en supporte les conséquences...

La participation de la S.N.C.F. — aujourd'hui absolument désirable — doit être augmentée. C'est à elle de prendre en charge les augmentations des cantines.

J'ai l'impression qu'il faudra faire comme ceux de l'EDF, du Gaz et du Métro (Championnet) si nous ne voulons pas voir la cantine augmentée tous les mois ou tous les 15 jours, parce que les syndicats, ils s'en foutent. Aux usagers des cantines de se défendre eux-mêmes, car ce que l'on nous donne d'une main, le gouvernement nous le reprend de l'autre.

Correspondant.

Elle sait aussi ce qu'elle ne veut pas :

● Pas de grèves tournantes. Devant l'opposition de l'opinion de l'usine, la C.G.T. n'a même pas essayé de mettre en application les résolutions votées par elle en novembre.

● Pas de paternalisme du patron. Malgré de nombreux efforts de celui-ci, qui comptait exploiter la faillite syndicale, les ouvriers se retiennent toujours sur le terrain « lutte de classe ».

● Pas d'association capital-travail. Quelques efforts sans aucun résultat ont été tentés par les indépendants. Ceux-ci ont été catalogués dès leur naissance, quand ils ont voulu accompagner du patron, forcer les piquets d'une grève.

La conversation qui va suivre n'est pas « chose provoquée » pour ce journal, mais un aspect des conversations de tous les jours à la cantine.

JEAN — « Ils charrient un peu : le quart à 31 francs... En rentrant de vacances, il valait 25 francs. Toutes les semaines, il « prend » 2 francs ! ».

PIERRE — « Il faudrait qu'il fasse tout de suite 100 francs. A 400 francs le litre, peut-être les gars comprendraient... Tu as bien vu, à la grève de 24 heures, les prix pourtant déjà montaient : même pas la moitié de l'usine a débrayé. Nous sommes trop riches, il faudra en baver encore pour que ça bouge ».

HENRI — « Ça n'a pas de sens ce que tu dis : c'est pas parce que nous serons encore plus bas que nous nous défendons mieux ».

MICHEL — « D'abord, à quoi ça a servi de débrayer 24 heures ?... On a perdu 10.000 francs avec la journée et la prime et il n'y a rien de changé ! Ces grèves-là, ça fait plus de mal que de bien ».

HENRI — « Ça c'est d'accord, mais il faut bien dire que cette grève, nous n'avons rien fait pour la faire à notre façon : nous l'avons laissée faire aux syndicats pour nous. Depuis les temps, on devrait comprendre qu'ils nous mènent en bateau ».

JEAN — « D'abord, c'est pas avec du « bricolage » qu'on s'en sortira, c'est la grève générale, comme en 36, qu'il faut ».

PIERRE (qui a 55 ans) — « Oui, 36, c'était du boulot. Ça a duré que 2 ans, mais on pouvait vivre. Tiens, tu parlais tout à l'heure du vin : après 36, je gagnais 11 fr. 60 de l'heure et près de la place Nationale, il y avait du vin à 26 sous et pour 40 sous, nous en avions du champion. Fais le compte avec tes 300 francs et le litre à 120 fr. ! ».

MICHEL — « C'est vrai, c'était un bon moment, mais il n'a duré que 2 ans. Six mois après, les prix recommençaient déjà à grimper. D'abord, même en 36, nous n'avions pas pris les garanties suffisantes : on pouvait aller plus loin ».

JEAN — « Aller plus loin, mais quel-est-ce qui le fallait ?... Il y avait le Front Populaire ».

MICHEL — « Justement, le Front Populaire, il t'a permis d'être bien pendant 6 mois, le temps que les grèves se tassent, et après ?... Ils sont tous en cheville. Tu as vu Thorez et Blum dire quelque chose après 6 mois ?... D'ailleurs, en 44, c'était pareil : ils étaient tous d'accord pour « produire d'abord ». Ils étaient tous d'accord en 1955, même chez Renault... Tu te rappelles : des ouvriers ont dû aller chercher Linet dans son bureau pour savoir ce qu'il comptait faire à cette grève.

ve'. Avec eux, tu pourras toujours courir après la grève générale ».

HENRI — « Tout cela est vrai, mais le patron, lui, il ne lâche pas. Il faudra trouver le moyen d'y aller. Le syndicat est mal dirigé, mais il existe. La C.G.T. en a vu d'autres depuis sa création. Frachon partira avant la C.G.T. ».

MICHEL — « Moi, je me demande des fois « s'ils » ne sont pas tous ensemble pour nous en faire baver. Le « produire d'abord », les grèves tournantes... on ne dira pas qu'en 1953 et même 1955, on ne pouvait pas y aller ensemble ».

HENRI — « C'est bien beau mais ça ne règle rien : un jour ou l'autre il faudra y aller. Si nous n'avons pas confiance dans les dirigeants syndicaux, il faudra s'organiser nous-mêmes ».

PIERRE — « Tu as raison, mais si tu as déjà fait des comités d'unité d'action, tiens, celui de 1955 sur les mêmes revendications que Nantes, il est tombé à l'eau. Pourtant, au départ, les gars étaient d'accord. Puis, ça a été des questions : « Quel-est-ce qu'ils font autre part dans l'usine ?... On ne peut pas aller partout... », etc... Puis, Linet

est venu brasser de l'air : « Grève par atelier ». « Prenez vous-mêmes vos responsabilités », etc... ».

HENRI — « Oui, on connaît l'histoire : les télégrammes de chez Brissonneau à la corbeille, quand ça a commencé à se tasser, F.O. a signé les accords, Linet a expliqué : « C'est un traître » et, 3 mois après, il a attaqué le patron parce que Dreyfus ne voulait pas le laisser signer. Le prochain coup, ça sera pareil si ce n'est pas nous qui mènerons la baraque ».

JEAN — « Oet automme, on a débrayé 2 fois 2 heures. Derrière les syndicats, on a fait la grève de 24 heures, et tout et tout... Tous les 15 jours, les 3 semaines, les 8 jours et plus tout ce que tu voudras. Depuis la Libération, il faut le dire, à chaque fois on s'est fait avoir ».

MICHEL — « Je vous le dis : ils sont tous ensemble, le patron et les syndicats... Chacun dans son faux-tiel, mais tous ensemble ! ».

PIERRE — « Heureusement que la C.G.T. est là, parce que même dès qu'elle a à parler (elle n'est plus rouge), sans les délégués, ça serait pire qu'avant 36 ici ».

MICHEL — « N'empêche qu'à chaque fois qu'ils nous font bouger,

c'est zéro ».

PIERRE — « D'accord, mais si tu n'avais pas bougé, ce serait moins que zéro ».

HENRI — « Oui, peut-être, mais on n'en est pas plus avancé. Pour ne pas se faire avoir, il faut faire ce que nous pensons, cette fois ensemble ».

PIERRE — « D'accord, mais c'est pas demain ».

JEAN — « Moi, je vous le dis : les gars en bavent pas assez, on est encore trop riches, il y a trop de bagnoles devant l'usine. Le patron, il rigole quand il voit les gars venir travailler en bagnole, il doit se dire : « Il y a encore de la ressource ! ».

PIERRE — « Pour y aller, il faut même remarquer. Il est moins cinq, tantôt ça bosse ». Les arguments sont parfois contradictoires, les conclusions qui n'ont rien d'optimistes sont plutôt vagues, les perspectives révolutionnaires (avec un grand R) décevantes. On m'a demandé ce qu'en pensaient mes copains. Voilà :

Personne ne sait trop comment « ça » viendra, mais tout le monde « y croit ». Pour moi, c'est l'essentiel !...

L'unité, cette intruse

(REVUE DE LA PRESSÉ SYNDICALE)

LA relance (à l'échelon de personnalités et d'organisations syndicales détenant des postes ou des secteurs importants du syndicalisme de toutes tendances : C.G.T., Autonomes, F.O.) en faveur de la lutte commune pour un « mouvement syndical uni et démocratique » a jeté le trouble dans la mare où coexistent les bureaucraties dévoués au syndicalisme stalinien, au syndicalisme d'obédience social-démocrate, au « syndicalisme » confessional.

A tout seigneur, tout honneur... Les agents stalinien de la C.G.T. ont brillé par l'absence de réactions directes, sur le plan de leur presse syndicale. Cependant, « L'Humanité » a donné le ton et cuisiné l'interprétation à propulser, autant que faire se pourra, dans les masses. Cette interprétation, c'est que l'initiative (voir article de P. Lambert dans « LA VERITE » n° 486) des auteurs et signataires de l'appel « pour un mouvement syndical uni et démocratique » est une initiative de diversion ou, pour le moins, de confusion, lancée au moment où : « Une idée prend de la force, celle de l'unité syndicale. Cette idée chemine dans les têtes. La vie et ses difficultés quotidiennes ont bousculé bien des rancœurs et les champions de la division ne font guère recette... ». Après avoir énuméré les partisans de l'appel qui ont confisqué le document de Lapeyre, Forestier, Pastre, le rédacteur anonyme de « L'Humanité » du 18 janvier poursuit : « Cet appel préconise le rassemblement des forces syndicales, mais pose dès l'abord un certain nombre de conditions considérées comme des principes intangibles et sur lesquels bien des débats déjà engagés ont montré tout au moins qu'elles étaient loin d'exprimer l'opinion unanime des syndiqués ».

« L'Humanité » aura bien du mal à faire croire aux travailleurs de

la base qu'il y a encore, à ce niveau, le moindre doute sur la nécessité de construire un syndicalisme où « tous pourraient s'exprimer à tous les échelons », ce qui est la reconnaissance des tendances et où — par cette vitalité démocratique — la base imposera sa volonté en interdisant « aux appareils » (qu'ils soient sociaux-démocrates, stalinien ou chrétiens) d'y substituer, par la seule force de leurs positions bureaucratiques, leur innombrable cuisine opportuniste.

« L'Humanité » utilise ce qu'il y a encore de confus dans une manifestation unanime qui n'a pas pu confronter ses propositions et ses actes dans le concret de l'action des masses. Aussi, le même rédacteur anonyme poursuit-il volontairement un amalgame prétextueux entre le communisme et sa caricature stalinienne : « Comment prétendre réaliser l'unité syndicale dont les travailleurs ont besoin contre le patronat en commençant à jeter l'exclusivité contre les communistes, en attendant de le faire contre ceux que l'on qualifie de communistes ? » La conclusion du bureaucrate de la C.G.T. reste celle adoptée par son « frère C.G.N. I » Rencontre sans autres conditions que l'absence de discrimination politique, philosophique ou religieuse », ce qui signifie, traduit par eux, refus des garanties démocratiques (droit de tendance), mais partage des influences entre les appareils, comme ce fut le cas lors de la période 1944-1948 sous le drapeau de « l'Unité » !

Frischmann, noiriste bureaucrate syndical stalinien des P.T.T., apporte dans l'édition de la « Vie Ouvrière » du 5 février les éléments du contre-fus bureaucratique. Les travailleurs sont appelés à dresser des « tables rondes » de l'unité pour amener les directions syndicales à se rencontrer, elles aussi, pour s'y entendre sur « les positions qui leur sont communes ». Chacun sachant que ces appareils bureaucratiques des centrales n'ont

de commun que la crainte de porter atteinte à l'équilibre chancelant de la « démocratie » capitaliste, et

(Suite page 3)

GONDOLO :

Le Syndicat indépendant jette le masque

Pour les militants ouvriers, les syndicats indépendants sont bien connus comme organisations ayant à la tête de leur centrale des défenseurs de l'ordre capitaliste, des défenseurs du patronat.

Dans la Biscuiterie GONDOLO, le Syndicat Indépendant avait tout de même réussi à décrocher, aux dernières élections : 3 délégués titulaires, 3 délégués suppléants.

Répondant à l'enquête de notre journal, un ouvrier syndiqué C.G.T. déclarait :

« Les syndicats indépendants sont très souvent les agents du patronat » (voir « LA VERITE » n° 486).

Un responsable du S.I., scandalisé par cet article, nous affirmait que c'était faux.

Mais, 15 jours plus tard, leur nouvelle confédération (C.F.S.I.), dans le journal « L'Indépendance Syndicale », donnait entièrement raison à cette affirmation.

Ce syndicat, de qui est-il indépendant ?... Du mouvement ouvrier, mais non des exploitateurs.

Pour lui, le seul moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, c'est d'augmenter la production. On voit clairement que cela rejoint les slogans patronaux.

Il est pour la réalisation de l'union du capital et du travail.

Il est pour la PAIX SOCIALE.

Voyons, ne contrarions pas ces braves patrons !

Il condamne l'action des travailleurs de Saint-Nazaire. Automatiquement, il refuse publiquement la lutte de classes. Pourtant, seule

l'action des masses est le langage qui fait aboutir les revendications. Seule la force fait plier le patronat.

Contrairement à ce qu'écrivit dans son manifeste, la C.F.S.I., l'amélioration du sort des travailleurs sera seulement obtenue par une action d'ensemble de la classe ouvrière face au patronat et au gouvernement, par la grève générale, par les manifestations de masse. Et cette amélioration ne sera durable que lorsque nous aurons abattu le capitalisme.

Ce syndicat, qui est très indépendant, se permet de prendre position sur l'Algérie, et comment !...

« Fermelement résolue à défendre l'Algérie française, patrimoine national... la C.F.S.I. affirme qu'elle luttera sans relâche pour que l'Algérie s'intègre... dans la communauté française ».

Position très claire et même qui se passe de commentaires : elle rejoint celle du patronat, du gouvernement, des gros colons.

Et, pourtant, les Algériens en lutte pour l'indépendance mènent le même combat que les travailleurs français. Leur ennemi est le même : le capitalisme, l'impérialisme. Ce sont nos frères de lutte !

Ce n'est pas la C.F.S.I. qui empêchera la classe ouvrière de s'organiser démocratiquement afin d'arracher un pouvoir d'achat décent, d'imposer la paix en Algérie, enfin d'abattre le capitalisme.

Correspondant.